

Cantons de La Bassée
et d'Haubourdin

Mouvement Républicain Populaire

Electrices, Electeurs,

L'Élection du 23 Novembre est la conséquence du vote émis le 28 Septembre en faveur de la Constitution nouvelle.

C'est, précisément, parce que nous avons conscience de répondre à votre volonté de RENOUVEAU que nous sollicitons vos suffrages. Notre passé politique, social et familial, l'action de nos amis au Parlement, garantissent notre orientation politique.

Le M. R. P., vous le savez par la lecture des journaux, a lutté constamment depuis 1946, au risque de certaines incompréhensions, pour garantir la stabilité gouvernementale. Ce n'est pas à ses élus qu'on peut reprocher d'avoir renversé des gouvernements dans l'insouciance de ce qui s'en suivrait.

Or, pour gouverner, il faut prévoir et durer. La stabilité est plus nécessaire que jamais dans un monde troublé, aux prises avec la Peur. Comment des hommes d'Etat, ayant le souci du bien commun, pourraient-ils, dans l'instabilité, faire enfin une place honorable au Travail dans les structures nouvelles qui vont fatalement découler des progrès de la technique, de l'énergie nucléaire et de l'automation ?

Les problèmes qui se posent au Pays sont capitaux.

Il s'agit d'abord, par votre vote, de mettre en pratique la Constitution. Or, il est bien évident que le train déraillera si les poseurs de voies ne veulent pas boulonner les rails.

Il s'agit aussi d'honorer la signature de la France et de son gouvernement pour l'évolution des territoires africains, le règlement des problèmes de l'Algérie et la construction de l'Europe.

La mise en œuvre du Plan de cinq ans pour l'Algérie et les territoires d'Outre-Mer coûtera, d'après des spécialistes, de 500 à 1.000 milliards par an, pendant au moins trois ans. On peut espérer qu'ensuite les ressources sahariennes assureront le financement au moins partiel de ce Plan.

Mais il ne peut être question de pomper intégralement les sommes énormes nécessaires à la réalisation de ce Plan sur l'ACTUEL Revenu National. Ce serait encore diminuer de 5 à 10 % le pouvoir d'achat des salariés et de leurs familles. Pères de familles nombreuses, nous savons, mieux que personne, ce que cela signifierait.

Seule, l'expansion économique permettra l'augmentation du Revenu National et apportera ainsi une solution au financement du Plan. Elle assurera aussi un emploi à tous les jeunes arrivant à l'âge du travail et l'amélioration du sort des Familles et des Vieux Travailleurs. Les décrets du 30 Juin 1955 signés par MM. Edgard FAURE et Pierre PFLIMLIN ont rendu cette expansion possible. Il dépendra de vos élus de veiller à sa réalisation locale et d'éviter que les Cantons de La Bassée et d'Haubourdin ne deviennent des régions sous-développées ou de simples communes-dortoir.

Pour nous permettre de réaliser ce programme, nous vous demandons de VOTER, le 23 Novembre, pour les candidats présentés par le

MOUVEMENT RÉPUBLICAIN POPULAIRE

Ce sera la certitude de travailler à établir :

- Une République stable et respectée.
- Une Démocratie économique et sociale véritable.
- Une politique familiale digne de ce nom.
- Une politique agricole permettant de lutter à armes égales dans le Marché Commun.
- Une politique de paix en Algérie et de fraternité avec les peuples de la Communauté.
- Une politique de désarmement simultané et contrôlé.
- Une politique d'intégration européenne.
- Une politique fiscale plus juste.

Vivent les Cantons de La Bassée et d'Haubourdin.

Vive la République humaine et fraternelle.

Joseph DELECROIX

Né à Sainghin-en-Weppes le 24 Mars 1910
Principal Clerc de Notaire à Wavrin
de 1931 à 1941, puis à Lille
Domicilié à Haubourdin depuis 1944
Syndiqué depuis 1928, Représentant élu des Salariés aux
Comités Mixtes du Notariat depuis leur création en 1945.
Conseiller Municipal d'Haubourdin
Père de 9 enfants vivants

CANDIDAT

Jean VANDAELE

Né à Oxelaere (Nord) le 7 Mars 1904
Docteur en Médecine
Exerçant à Haubourdin depuis 1930
Conseiller Municipal d'Haubourdin
Père de 8 enfants vivants

CANDIDAT SUPPLÉANT